

URGENCE !

**SURVEILLANCE SCOLAIRE
AIDE A LA SCOLARISATION HANDICAP
AIDE ADMINISTRATIVE DANS LES ECOLES**



- 🗣️ 50 000 salariés de droit privé en CDD exercent ces missions jusqu'en juin.
- 🗣️ Rien n'est prévu pour l'avenir :
 - ↳ le dispositif renvoie ces salariés vers l'ANPE et le chômage, pour beaucoup d'entre eux.
 - ↳ Le fonctionnement des écoles et établissements du 2nd degré est directement menacé.

! Le SE-UNSA a alerté le ministère depuis plusieurs mois. Aucune réponse n'a été apportée.



LE SE-UNSA INTERPELLE LE NOUVEAU GOUVERNEMENT:

- LE MINISTERE DE L'EMPLOI SUR LE DEVENIR DE CES SALARIES AVEC NOTRE UNION INTERPROFESSIONNELLE L'UNSA
- LE NOUVEAU MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE SUR LA CONTINUITE DE CES MISSIONS

CE QUE VEUT LE SE-UNSA

- ➔ **surveillance dans les collèges** : garantir l'encadrement éducatif par le recrutement de personnels formés sur des emplois stables ; retour à un dispositif d'aide aux études, ouvert à des jeunes choisis sur des critères sociaux,
- ➔ **aide administrative dans les écoles** : application du protocole d'accord sur la direction d'école qui acte le principe d'une aide administrative, emplois qualifiés et stables.
- ➔ **aide à la scolarisation des élèves en situation de handicap** : pérennisation des missions d'accompagnement par des personnels bénéficiant d'une formation qualifiante débouchant sur une insertion professionnelle durable.

AGISSEZ AVEC LE SE-UNSA

Vous aussi, avec vos collègues, exigez du premier ministre que des mesures soient prises rapidement pour la continuité de l'exercice de ces missions : faites suivre le message suivant par mail à webmestre-pm@pm.gouv.fr avec copie à ...@se-uns.org

Monsieur le Premier Ministre

L'Ecole/établissement (nom).....
compteEVS pour l'exercice des missions suivantes:

- ↳ surveillance scolaire,
- ↳ aide à la scolarisation de ...élèves en situation de handicap,
- ↳ aide administrative à la direction d'école.

! Les contrats se terminent d'ici quelques semaines.

Nous vous demandons de garantir que ces missions continuent à être assurées et que les droits des salariés soient préservés !

Les enseignants

S'OPPOSER
et proposer